revista
PERIFERIAS

« Malgré toi, demain doit être un autre jour »

Dans la lutte pour le droit à la sécurité publique à la favela de la Maré

Arthur Viana
Maycon Sardinha
Shyrlei Rosendo

| Brésil |

traduit par Déborah Spatz

« APESAR DE VOCÊ, AMANHÃ HÁ DE SER OUTRO DIA »[1] extrait de la chanson Apesar de você de Chico Buarque :

Le titre original du texte en Portugais n'est pas décontracté, il peut nous dire beaucoup de choses à propos des rêves et des puissances de ceux qui vivent dans les périphéries. De la même forme, il peut évoquer la manière dont ils réinventent et construisent leur quotidien dans la construction de la garantie des droits pour que demain soit un autre jour.

Ce texte présente, de forme succincte, l'expérience de production de données quantitatives et qualitatives à propos de la sécurité publique dans la favéla de Maré, située dans la ville de Rio de Janeiro. Il réfléchit sur la manière dont produire de la connaissance, à partir et avec ces territoires, peut contribuer au dépassement dans un contexte d'adversités, comme pour la construction de nouveaux jours dans la garantie de droit à la sécurité publique pour la population qui réside dans ces ruelles, ces petites allées et ces rues.

Au Brésil, plus spécifiquement à Rio de Janeiro, l'image de territoires de peur se construit à propos des favélas et des périphéries, dans lesquels résident des personnes désorganisées et violentes, propices aux pratiques illégales. Cet imaginaire déforme ce que sont, en

réalité, ces territoires et alimentent les pratiques d'exclusion qui transforment ces sujets en personnes incapables de produire de la connaissance et d'inventer des sorties pour des problèmes historiques et structurels dans leurs favélas.

À l'inverse, ces territoires – plus que de résister, (ré)inventent leur quotidien – en produisant des savoirs et des actions qui, à court, moyen et long terme pourront rompre avec les stéréotypes de manque et de stigmatisation de la violence qui entoure les favélas et les périphéries, contribuant, ainsi, à la consolidation des droits. Nous partageons ici les pratiques, les savoirs et les actions que l'Organisation Non Gouvernementale Redes da Maré réalise dans le territoire de la Maré, à partir de son axe de travail *Droit à la Sécurité Publique et à l'Accès à la Justice* et dans son projet *De Olho na Maré* [Un Oeil sur la Maré].

D'après Santos (2016), Vaz (1994), IPEA (1990), Farage (2006 et 2012), Nóbrega (2012), la première favéla apparue sur ce qui plus tard deviendra l'ensemble de favélas de la Maré, a été le Morro do Timbau. La Maré a actuellement 79 ans et se situe entre les principaux accès au centre de la ville de Rio de Janeiro – l'Avenida Brasil, la LinhaVermelha et la LinhaAmarela – et contient beaucoup d'histoires de luttes pour les droits sociaux.

La Maré compte 16 communauté dont 9 sont le fruit de l'intervention de l'État[2]On entend par intervention de l'État, les communautés qui n'ont pas été construites de manière spontanée par les habitants, mais celles qui sont le fruit d'une politique d'habitation. Dans le cas de la Maré, parmi les 16 communautés, 9 sont le résultat de cette intervention, comme c'est le cas de l'Ensemble Bento Ribeiro Dantas, Nova Maré, et Salsa et Merengue, résultats du projet Vivre sans Risque de la ville. Pour en savoir plus, consulter Teodosio (2006), Vaz (1994), IPEA (1990), Sousa (2010), Farage (2006 e 2012), Nóbrega (2012) et le Recensement de la Maré 2010.. De la même manière, elle a obtenu 45 équipements publics d'éducation, 7 unités de santé, un Village olympique, une Tente Culturel, deux centre du DETRAN [Département de Circulation Routière de l'État], un Centre de Communauté de Défense de la Citoyenneté, un Bataillon de la Police Militaire et quelques centaines d'organisations de société civile.

Les victoires ont été importantes mais cela ne veut pas dire que les droits se réalisent de

forme totale, en d'autres termes, la nécessité de lutter pour plus d'équipements et pour la qualité des services fournis, continue. Parmi toutes les politiques publiques existantes, le droit à la sécurité publique est, sans doute, l'un des plus distants de la population qui vit ici. Une question émerge comme un problème auquel on doit se confronter depuis le débuts de années 1980, comme y fait référence Sousa (2010) :

> « (...) dans le processus, un fort mouvement visant à stimuler la participation des habitants à été intégré, leur faisant penser à l'importance de trouver des chemins communs pour changer l'état de la précarité ou de l'inexistence des services et des équipements urbains à Nova Holanda, comme le manque de réseau d'électricité, l'eau potable, le réseau d'égouts, d'écoles, de crèches, les unités de santé, etc. Dans cette liste de problèmes, d'après les habitants, l'un était plus urgent : la question de la violence, tant celle pratiquée par les groupes criminels armés, comme celle pratiquéepar la police. (...) ».
>
> (SOUSA, 2010, p. 101)

L'urgence de ce thème, pour les favélas et à Maré, est liée à une politique adoptée par l'État depuis lé début des années 1990. S'agissant d'un territoire occupé par les groupes civils armés, l'État utilise une politique de confrontation aux drogues, dans laquelle la logique de confrontation armée et d'utilisation abusive des forces de polices sont privilégiés, comme principal instrument de combat contre la criminalité.

Mais la politique ne débouche pas sur la garantie du droit à la sécurité publique. Dans des conversations quotidiennes, nous percevons la difficulté de concevoir la sécurité publique comme un droit, tel que l'éducation et la santé. Les expériences et les vécus de ceux qui vivent ici, permettent de voir que la sécurité publique est plus représentée comme des moments de violences et de violations, que de garantie de droits.

Certaines actions sont développées par les habitants, des leadeurs communautaires et des organisations locales à contrecourant de cette expériences. La question suivante est nécessaire : qu'est-ce que la Maré fait, invente à court, moyen et long terme, *pour que la sécurité publique soit un droit pour les 140 000 personnes habitant ici ?*


SOMOS DA MARÉ.
SOMOS DO RIO DE JANEIRO
SOMOS TRABALHADORES
EXIGIMOS RESPEITO!
TEMOS DIREITOS!


SOMOS DA MARÉ.


MARCHA CONTRA A VIOLÊNCIA NA MARÉ
SOMOS DA MARÉ.
TEMOS DIREITOS!


SOMOS DA MARÉ.
A MARÉ É O BAIRRO
EXIGIMOS RESPEITO
DIREITOS À INFÂNCIA E À JUVENTUDE
DIREITO À VIDA
TEMOS DIREITOS



LA LUTTE POUR LE DROIT À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET L'ACCÈS À LA JUSTICE À MARÉ.

Le Recensement à Maré, réalisé par le réseau Redes da Maré et l'Observatoire de Favélas, indique que la population du quartier de Maré est d'environ 140 000 habitant(e)s, distribué(e)s sur 47 000 domiciles, organisés sur rayon d'extension de 4,3 km².Ces données placent la Maré comme étant le 9^{e} quartier le plus peuplé de la ville de Rio de Janeiro, et avec une population plus importante que 96 % des villes brésiliennes.

Même en considérant les services publics existants sur ce territoire, la Maré fait l'expérience de situations d'extrême vulnérabilité dans le contexte de la violence armée depuis au moins trois décennies. Actuellement, les 16 favélas sont occupées par trois groupes armés : deux de vente illégale de drogues et un groupe paramilitaire. Ils y réalisent un contrôle belliqueux du territoire, en plus de contrôler les normes et les règles sociales de ce qui y vivent et y circulent. Même si la Maré compte un Bataillon de Police et deux postes

de contrôle communautaire, il n'est pas commun de voir des policiers circuler au sein de la Maré. À chaque fois que les forces de police ont besoin de circuler dans l'ensemble de favélas de la Maré, elles le font par un mouvement d'opérations de polices, dans lesquelles interviennent un grand nombre de policiers et un apparat de guerre.

Comme dans d'autres favélas cariocas, quand les opérations de police ont lieu, le territoire change complètement sa dynamique. Les rues se vident, les sons laissent place au silence qui, à certains moments peut être interrompu par des sons de tirs, par le son des moteurs des voitures blindées de la police, par les vols très bas de l'hélicoptère blindé, appelé « *caveirão volant* » [le caveirão est le camion blindé utilisé par la police lors des interventions]. Si ces opérations commencent durant la matinée, avec une circulation ostensive des policiers dans les rues et les ruelles, les activités dans les services publiques sont paralysées. Si l'opération commence vers midi, des milliers d'élèves, d'éducateurs, de professionnels de santé, entre autres, doivent rester réfugiés dans les équipements gouvernementaux et non-gouvernementaux. Quand la vie d'enfants est mise en risque, la tension, pour leurs responsables, est encore plus importante. Malgré le risque d'être victime au milieu des confrontations armées, ils se déplacent pour obtenir des nouvelles des enfants qui sont gardés à l'abri dans les écoles. On ajoute à cela, le fait que, lors des opérations de police, on identifie une série de violations des droits fondamentaux qui vont de l'invasion de domicile, en passant par la violence physique, psychologique, aux menaces et même jusqu'aux homicides.

Connaissant bien ce qui se passe à la Maré durant les opérations de police, entendre des reportages, à la télévision ou dans la presse écrite et en ligne, mesurant le succès ou l'échec d'une opération de police à partir de la quantité de drogues et d'armes confisquées, ou par le nombre de personnes emprisonnées, nous angoissait. Nous, qui vivons au quotidien ces opérations, nous savons à quel point elles sont inefficaces dans leur objectif d'augmenter la sensation de sécurité pour les personnes qui vivent dans la Maré.

Face à ces inquiétudes, le réseau Redes da Maré a commencé, en 2016, le projet De Olho na Maré, dont l'objectif est de surveiller l'impact des confrontations armées dans la Maré. En plus de mesurer le nombre de confiscations et de prisons durant les opérations de police – et postérieurement aux confrontations entre les groupes armés – le projet cherche à

mesurer, partant du point de vue de la favéla et de ses habitants, quels seraient les impacts de ces actions. Le discours médiatique, ajouté à l'absence de données sur les impacts de ces opérations de polices, ont stimulés la création d'une banque de données qualitatives et quantitatives qui permettent d'identifier et de réfléchir à propos des dynamiques de violence présentées.

Actuellement, le projet De Olho na Maré consolide sa méthodologie basée sur la collecte de données, à partir de quatre actions principales : [1] une permanence les jours de confrontations armées, quand les habitants entrent en contact avec Redes da Maré pour la faire part de violences des droits et pour dénoncer des situations d'abus, tant commises par les forces de police que par les membres des groupes armés ; [2] réseau de collaborateurs qui, via une application de messages, envoient des informations en temps réel sur les situations de violences et de violations ; [3] le questionnement des secrétariats de polices civiles et militaires à propos des motivations et des bataillons concernés par l'action, tout comme les secrétariats de santé et d'éducation, afin de s'informer sur le fonctionnement des équipements publics ; [4] la recherche sur les réseaux sociaux et les grands médias ; [5] la publication du Bulletin de Sécurité Publique de la Maré. Jusqu'à 48 h après les confrontations, l'équipe du projet se rend sur le terrain pour confirmer toutes les informations collectées, c'est seulement après cette confirmation que nous les incluons dans notre banque de données.

Douglas Lopes / Redes da Maré.

Comme l'histoire des opprimés se succède généralement, le chemin se fait en cheminant[3]—Raul Zibechi, em Território em Resistência, 2008..

La construction du projet est un processus constant, créé de plusieurs mains. À chaque discussion avec les habitants et les habitantes, les professionnels, les leadeurs communautaires de la Maré, nous améliorons la méthodologie de collecte et d'analyse des données et nous pensons à de nouvelles utilisations possibles. Actuellement, la systématisation des données est publiée annuellement par le *Bulletin Droit à la Sécurité*

Publique dans la Maré[4]VoirtouteslespublicationsduBulletinDroit à laSécurité Publique dansla Maré, sur: http://redesdamare.org.br/br/info/22/de-olho-na-mare, mais les données appuient également la construction et le contrôle de l'*Action Civile Publique de la Maré*[5]L'action Civile Publique de la Maré est un processus judiciaire collectif qui a pour objectif de réduire les risques et les dommages pendant les opérations de police à la Maré. Grâce au travail de collecte et de systématisation des données liées aux opérations de police dans la Maré et à l'articulation de la Défense publique et du Ministère publique de l'État de Rio de Janeiro, le réseau Redes da Maré a été invité à faire partie, formellement, du processus en tant que AmicusCureae.. *D'autres actions qui ont pour objectif d'attirer l'attention de l'opinion publique et des médias sont également développées dans le cadre du projet, comme quand un hélicoptère tire de bas en haut durant une opération à la Maré, nous identifions et nous comptons, dans une action conjointe avec les habitants, les marques de tirs sur le sol d'un pâté de maisons de la Maré*[6]*Ensavoirplussur:http://mareonline.com.br/direitos-humanos/a-ilegalidade-dos-caveiroes-voadores/*

En comptabilisant les opérations de police réalisées ces trois dernières années dans la Maré, nous en avons dénombrées quatre-vingt-dix, avec une importance donnée à 2017, c'est l'année avec le plus grand nombre d'opérations. En nous confrontant à ces nombres, ce qui est choquant, c'est le fait que tous les neuf jours de l'année 2017, une opération a eu lieu. Et malgré le fait que nous n'ayons pas d'informations sur les confrontations entre les groupes civils armés, c'est terrifiant de remarquer qu'en 2017, les jours de confrontations entre les groupes civils armés et les opérations de polices sont équivalents. Ce qui choque également, c'est le fait que dans ces moments de l'année, les confrontations entre les groupes civils armées et ceux contre les forces de police ont fait 42 victimes.

La vie de la Maré est traversée par tant de rêves et de désirs, qui est toujours plus réduite au silence. Entre **2016 et 2018, 83 personnes sont mortes tuées par des armes à feu**. Suivant la tendance nationale, parmi ces 83 personnes, 42 avaient entre 25 et 29 ans, 23 étaient noires et métisses – ce qui dénonce, encore une fois, des générations de jeunes noirs sont en train d'être perdue à cause de cette logiquement de confrontation de la criminalité

qui tue, toujours plus, la population noire.

Selon les données du bulletin **en 2018, l'âge moyen des personnes mortes par arme à feu était de 24 ans. Si on compare avec l'espérance de vie moyenne des habitants de la Maré (74 ans), on remarque ces jeunes ont perdu en moyenne 50 ans de rêves et de désirs, durement interrompus.** Le Statut de la Jeunesse dispose d'une section du droit à la Sécurité Publique et à l'Accès à la Justice, qui dit, dans l'Article 37 : « *Tous les jeunes ont le droit de vivre dans un environnement sûr, sans violence, avec la garantie de leur intégrité physique et mentales, leur étant garanties l'égalité des opportunités et des facilités, pour leur perfectionnement intellectuel, culturel et social* ». (Statut de la Jeunesse, 2013, p. 14). Il y a, cependant, une violation permanente de cette loi par le propre gouvernement de l'État, qui ne garantit pas des actions tournées vers les jeunesses, spécifiquement celle des périphéries urbaines, pleinement vive.

Les données à propos de la fermeture des unités de santé entre 2016 et 2018 montre la suspension du fonctionnement à 76 reprises. Limiter l'accès à la santé, signifie empêcher les habitants de pouvoir se soigner et prévenir les aggravations. Une population à qui, à cause de sa construction majoritairement pauvre, noire et périphérique – on a toujours nié le soin et la promotion de la santé.

En plus de cella, nous avons les données de l'éducation : les écoles de la Maré comptabilisent environ 15 000 élèves qui, entre 2006 et 2018, ont subi 65 jours de suspension de cours ! Et c'est encore une fois l'année 2017 qui attire l'attention :

> Ainsi, en 2017, il y a eu 35 jours sans cours dans les écoles de la Maré. Ce qui correspond à 17,5 % en moins que les 200 jours de cours obligatoires par an. Ces données révèlent quelque chose de très grave dans la garantie du droit à l'Éducation des enfants et des adolescents de la Maré, puisque, si cette dynamique de fermeture des écoles à cause des confrontations armées est maintenue, à la fin des 14 années de cycle scolaire de l'Éducation de Base (Maternelle, Enseignement primaire, Collège et Lycée), les étudiants de la Maré auront perdu 490 jours de classe, ce qui correspond, approximativement à deux ans et demi de scolarisation.
>
> (Source : 2eBulletin du Droit à la Sécurité Publique dans la Maré, 2008, p. 08, nous soulignons)

> À la fin des 14 années de cycle scolaire de l'Éducation de Base (Maternelle, Enseignement primaire, Collège et Lycée), les étudiants de la Maré auront perdu 490 jours de classe, ce qui correspond, approximativement à deux ans et demi de scolarisation.

Les données sont alarmante et indique une synthèse que, malgré le fait que la politique de sécurité publique ne constitue pas comme un droit de ceux qui vivent dans la Maré, celle-ci violente toujours d'autres droits.

PHOTO ROSILENI / REDES DA MARÉ

Elisângela Leite / Redes da Maré

Le chemin se fait en cheminant

La question que doit se poser le lecteur à ce stade, est : Comment croire au droit à la sécurité publique dans la Maré, connaissant ces données si catastrophiques ? Ne serait-ce pas une provocation de choisir le titre « Apesar de vocêamanhãhá de seroutro dia… » ? Nous affirmons que non ! Malgré qu'une bonne partie des gouvernements successifs et des discours médiatiques ont mis en avant la confrontation belliqueuse comme seule sortie, nous croyons que l'organisation collective des habitants, via la mobilisation sociale et la production de connaissance – nous montre qu'un autre demain est possible.

Des expériences comme *De Olho na Maré*, la construction collective des habitant(e)s et les organisations au sein de la Maré produisent des données et développent la narrative sur l'accès aux droits dans une favéla carioca montre la puissance et l'inventivité de ces sujets à construire des possibilités et des solutions pour les limites vécues sur le terrain de la

sécurité publique dans les favélas et les périphéries.

Le trépied – la mobilisation, la production de connaissance et l'incidence politique de la Maré, a permis que se territoire expérimente, à partir de 2016, une Action Civile Publique. L'action, initiée par la DéfencePubliqe à partir de la convocation d'habitants et d'organisations de la Maré, a reçu sont autorisation en juin 2017 et à cette occasion, le pouvoir judiciaire a déterminé une série de mesures qui doivent être adoptées par l'État, parmi elles nous soulignons : 1) Interdiction d'Opérations de Police pour l'application de mandats durant la nuit ; 2) L'installation graduelle de caméras vidéo et de GPS dans les véhicules circulant dans la Maré ; 3) L'installation graduelle d'appareils audio dans les véhicules qui circulent dans la Maré ; 4) La mise à disposition d'Ambulances lors les jours d'Opération de Police ; 4) L'élaboration d'un plan de Réduction des violences lors les jours d'Opération de Police.

Depuis que l'Action Civile est entrée en vigueur, la dynamique de Violence dans la Maré a été affectée. Et pour mieux élucider qu'il existe d'autres alternatives, nous apportons les données qui comparent le quotidien avant et après l'Action Civile Publique.

Source : 3e Bulletin de Sécurité Publique dans la Maré On remarque la chute des données : en comparant 2017 et 2018, on remarque la réduction des opérations de police a atteint les 61 % ; que les confrontations entre les groupes civils armés a chuté à 43 % ; ensuite, on a une chute de 71 % lors des jours sans classes, ainsi qu'une réduction de 76 % des jours de fermeture des postes de santé. Il est important de souligner que, même en constatant la réduction de plusieurs indicateurs de sécurité dans la Maré, la réduction des décès durant ces opérations de police n'a pas eu une réduction significative : on a eu une réduction significative des opérations en 2018, malgré qu'elles se sont montrées encore plus meurtrières.

Pour bien comprendre les données, nous mettons en avant le tableau suivant :

Il est important de rappeler l'Intervention Fédérale réalisée à Rio de Janeiro, quand toute la gestion de la politique de sécurité de l'état était commandée par les forces armées.

L'*Observatoire de l'Intervention*[7]Pourensavoirplus, accéder:https://www.ucamcesec.com.br/textodownload/intervencao-federal-um-modelo-para-nao-copiar/, créé par le Centre d'Études de Sécurité et de Citoyenneté a signalé l'augmentation des indicateurs de sécurité dans tout l'état de Rio de Janeiro durant cette période, avec un record historique de 1 532 morts,liés à l'intervention d'agents de sécurité – 36 % de plus qu'en 2017.

À l'inverse, les numéros dans la Maré ont diminué à la même période. Même sans données, il est important de signaler et de penser à propos des stratégies adoptées pour arriver à ce résultat. Chaque processus de mobilisation et d'organisation communautaire de la Maré,

Ajoutant à cela le travail réalisé par le réseau Redes da Maré sur le terrain de la sécurité publique et l'accès à la justice, indique aussi certains chemins. Les favélas et les périphéries sont également des espaces de production de connaissance rigoureux, tout comme les universités publiques. Produire des connaissances à partir et avec ces territoires signifie rompre avec la sub-alternativité historiquement pratiquée, comme également rompre avec la perpétuation des favélas et des périphéries comme étant des « cancers sociaux »[8]« Cancers sociaux », c'est le terme utilisé par six universités de Rio de Janeiro pour dénominer les favélas en 1967. Comprenant Cancers sociaux comme « l'espace qui sert de refuge aux contrevenants et aux criminels. » (Leitão, Gerônimo, 2009,p. 42 Apud. PERLMAN,1979,p.125). Pour en savoir plus : « Dos Barracos de Madeira aosPrédios de Quitinete: Umaanálise dos processos de produção de moradia da favela da Rocinha, aoslongo de cinquentaanos. » de GerônimoLeitão.. Pour cela, il faut légitimer ces territoires comme appartenant à la ville et que les vécus de leurs habitants sont des savoirs tout aussi

légitimes comparés à d'autres. Et comme il n'existe pas de connaissance neutre, les savoirs produits par les favélas et les périphéries apportent la radicalité et l'urgence d'une production de connaissance capable d'intervenir dans les processus d'inégalité existants dans cette ville.

Ces territoires s'approprient et créent des connaissances pour intervenir dans leur réalité, au bon moment. Dans le cas de De Olho na Maré et du Bulletin de Droit à la Sécurité Publique de la Maré, en plus de la production de connaissance, ils gagnent une légitimité face à la ville, pour la dispute de la narrative à propos de quelle sécurité nous voulons et nous avons besoin pour ces territoires.

C'est une connaissance qui vient se positionner en contrepoids du discours médiatique et, même timidement, il intervient dans la manière dont les médias rapportent ces interventions de police dans les périphéries. Actuellement, nous remarquons l'élargissement d'une dispute de narrative dans les grands médias, entre ce qui est divulgué formellement par les organes officiels et ce qui est produit et diffusé par les habitants de ces territoires, que ce soit sur les réseaux sociaux et grâce à d'autres outils de mobilisation.

Considérant la puissance de ces créations, c'est reconnaître le rôle des habitants des favélas dans la construction d'alternatives pour les questions qui traversent leur quotidien. C'est reconnaître que, n'importe quelle possibilité de solution pour les problèmes rencontrés dans ces territoires, il faut passer par la construction collective de ceux qui vivent et font l'expérience de ces questions, jours après jours. Toute stratégie de changements et de garanties des droits, quelle soit de Sécurité Publique et d'autres droits, doit mêler ces sujets : convoquer, élucider, renforcer les divers acteurs des favélas et des périphéries est une mission de nous tous qui croyons que demain doit être un autre jour.

Originel en Portuguais

| Références |

Références Bibliographiques.

FARAGE, Eblin Joseph. Estado, território e cotidiano no complexo de favelas da Maré. Tese de doutorado. Programa de Pós Graduação da Faculdade de Serviço Social, da UERJ. Rio de Janeiro, 2012.
LEITÃO GERÔNIMO. Dos Barracos de Madeira aos Prédios de Quitinete: Uma análise dos processos de produção de moradia da favela da Rocinha, ao longo de cinquenta anos. Niterói: EdUFF,2009.
NÓBREGA JÚNIOR, Edson Diniz. Memória e Identidade dos Moradores de Nova Holanda. Rio de Janeiro: Redes da Maré,2012.
SANTOS, Shyrlei Rosendo. O Que Será Que Se Sussurra Pelas Favelas: O Que E Como Projetam O Futuro Os Jovens Da Última Etapa Do Ensino Médio Na Maré. Dissertação de Mestrado. Programa de Pós-Graduação em Educação do Centro de Ciências Humanas e Sociais da Universidade Federal do Estado do Rio de Janeiro. 2016.
Detalhes capturados: um esforço de mapear a favela Maré tendo a juventude como ferramenta. Monografia (Licenciatura em Pedagogia) - Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Faculdade de Formação de Professores.2013
SOUSA, Eliana Silva. Testemunhos da Maré.Rio de Janeiro.Ed.Aeroplano.2012
TEODÓSIO, Tatiana Santos Jung. Espaço Maré: História, trajetória e desafios. Dissertação do Programa de mestrado em estudos populacionais e pesquisa social interdisciplinar da Escola Nacional de Ciências e Estátisticas.(2006)
VAZ, LiliamFessler. História do bairro Maré: Espaço, tempo e vida cotidiana no Complexo de favelas da Maré. Apoio:SR-5/UFRJ e CNPq. Rio de Janeiro,1994.
ZIBECHI, Raul. Território em Resistência, Rio de Janeiro, 2008.